

énorme barbotage dans les valeurs qui a eu lieu en Europe et au Canada avec la complicité des banques canadiennes et des autres pays. Si nous avons la haute main sur les banques, il est temps que nous donnions aux institutions de ce pays l'avertissement que les épargnes du peuple, dont elles sont les dépositaires, ne doivent pas servir à opérer des spéculations sur les valeurs de bourse; que si l'on doit s'en servir afin de faciliter les placements, on doit employer des méthodes dignes de recevoir l'assentiment d'une commission gouvernementale responsable. Les bourses de Toronto et de Montréal ne devraient pas avoir la permission de rouvrir leurs portes tant que cette question n'aura pas été tirée au clair. La meilleure manière d'arriver à ce résultat pour le Gouvernement, puisqu'il se fait conférer les pouvoirs étendus qu'il demande au Parlement, c'est de prendre sur lui de déclarer que les avances accordées par les banques de ce pays afin de permettre à des agioteurs de jouer à la bourse sur marge, ne seront plus permises à l'avenir. N'avons-nous pas le droit de savoir avant la clôture de cette session si les \$200,000,000 d'épargnes populaires, qui sont actuellement en dépôt dans les banques du Canada et qui ont été prêtés pour des fins de spéculation à la bourse aux Etats-Unis, vont encore être utilisés de cette façon-là? C'est au Gouvernement qu'incombe la responsabilité de mettre fin à cet état de choses. Il s'est fait conférer des pouvoirs très étendus. Il voit les ruines qui en sont résultées. Allez à Montréal, à Toronto ou dans n'importe quelle petite ville du Canada, aujourd'hui, et voyez la détresse qui est résultée de cet état de choses; voyez comme les profits réalisés au moyen des transactions immobilières, de l'industrie ou du mercantilisme ont été dissipés en ces dernières années. Presque tous les profits qui ont été réalisés au Canada sont allés s'engouffrer dans le tourbillon des spéculations, dans Wall Street et dans nos bourses. Je proteste au nom du peuple de ce pays, qui a déposé son argent dans les banques, et qui souffre aujourd'hui de la rareté du numéraire; je proteste contre ces deux abus, à savoir que l'on permette plus longtemps à nos banques de prêter des fonds pour des fins de spéculations à la bourse, ou que l'on tolère l'émission de n'importe quelles valeurs sous le régime d'une charte fédérale ou d'un acte de constitution de société par le pouvoir fédéral, à moins qu'elle n'ait été approuvée par une commission compétente, créée à cet effet par le Dominion.

M. MICHAEL CLARK (Red-Deer): La guerre, si l'on se place à certains points de vue, c'est le triomphe temporaire et le règne de l'anormal, et il est bien dans la note de cette pensée que nous venions d'entendre le plus bref exposé budgétaire que nous ayons encore entendu, dans les annales de notre histoire parlementaire. Je vais donc m'efforcer de ne pas déroger à cet exemple, en ne faisant que quelques remarques aussi brèves que possible dans les circonstances. J'espère sincèrement que le Gouvernement prendra en bonne part ce que j'ai à dire et qu'il n'en résultera pas le moindre embarras pour lui.

J'ai une ou deux observations à faire, cependant, relativement au budget, et aux moyens qu'a adoptés le ministre afin de prélever les sommes dont nous avons besoin dans cette crise extraordinaire que traverse l'empire, et je croirais manquer à mon devoir, si je ne le faisais pas. J'ai entendu hier quatre discours qui, j'en suis certain, n'ont jamais été surpassés et ont rarement été égalés quant à la façon habile avec laquelle ils ont exprimé le sentiment national du Canada à l'heure actuelle. Je n'ai rien à reprendre, ni un mot ni une phrase, dans aucun de ces discours. Tout de même, un exposé budgétaire est un exposé budgétaire, après tout, et bien que la guerre puisse inspirer l'imagination; le budget est un sujet prosaïque. C'est un sujet pratique; il s'agit d'une question de prélèvement de fonds, et aussi longtemps qu'il y aura des gouvernements pour présenter des exposés budgétaires, il se trouvera des députés pour différer quelque peu d'opinion avec le gouvernement quant à la façon dont il s'y prend afin de prélever les deniers publics.

Le Canada, j'en suis convaincu, a, dans une large mesure, marché sur les brisées de la mère patrie, en unissant comme en un seul faisceau toutes les forces du pays et en les faisant converger vers le but commun de la défense nationale. J'ai déjà eu occasion de faire connaître les vues exprimées à cet égard par les adhérents du parti politique dont je me réclame, dans la province que je représente ici, et j'ai pris alors—et cela fort heureusement—l'attitude adoptée à peu près vers la même époque par mon chef, en proclamant, pour mon propre compte, une suspension d'armes dans la guerre de parti. A mon avis, l'histoire n'offre rien de plus merveilleux que l'unanimité avec laquelle se sont soudain évacués les troubles créés par les suffragettes, par les grèves ouvrières et autres conflits